

LES GUERRES CIVILES EN EUROPE AU XX^{ème} SIECLE

Une guerre civile est une lutte armée qui oppose une ou plusieurs factions de citoyens d'un même pays. Qu'elles soient d'origine religieuse, ethnique ou politique, les guerres civiles constituent de véritables guerres fratricides (à l'image biblique de Caïn et d'Abel). C'est pourquoi leur violence semble inacceptable. Elles peuvent provoquer des sécessions (séparation de la communauté nationale) ou des épurations (répression des vaincus par une déportation et une élimination physique).

La réconciliation nécessite une amnistie, c'est-à-dire une décision politique qui suspend les sanctions pénales. C'est pourquoi, la mémoire de ces événements est souvent très forte. Ceci peut avoir un lien fort avec votre thématique sur les témoins en Histoire. Ce type de conflit se rencontre sur l'ensemble du XX^{ème} siècle selon des degrés d'intensité différents et selon des modalités spécifiques. Dans une publication au titre évocateur, l'historien Enzo Traverso (*À feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, 372 p.) revisite cette notion dans le contexte européen. Par guerre civile européenne, il entend non une lecture rétrospective des événements comme si l'Union européenne avait existé dans la première moitié du XX^{ème} siècle, mais le caractère total des diverses violences qu'a connues l'Europe dans cette période. Au lieu d'être limitées par le droit de la guerre, ces violences ont eu pour but de détruire l'ennemi, militaire ou civil. Enzo Traverso définit ainsi la guerre civile comme une rupture de l'ordre juridique qui conduit à situer l'ennemi dans le non-droit afin d'avoir le droit de l'anéantir.

Ainsi la violence peut se déployer sans limite et prendre une dynamique propre jusqu'à devenir sa propre fin. La guerre civile européenne a pour corollaire une crise profonde de l'État de droit et du parlementarisme. Certains auteurs comme Mark Mazower, s'emploient à démythifier l'idée que l'Europe est le continent par excellence de la démocratie, des valeurs de paix et de coopération, d'une diplomatie transparente. Dans l'histoire du XX^{ème} siècle européen, Mark Mazower met ainsi en lumière la fragilité de l'adhésion des populations européennes et de leurs leaders à la démocratie. Révolutionnaires de droite et de gauche contestent ainsi l'ordre libéral démocratique et en justifient le renversement. On passe, dans les années 1930, d'un triangle entre libéralisme, communisme et antifascisme avec des espaces possibles de neutralité, à un affrontement unique entre fascisme et antifascisme. L'engagement devient obligatoire et celui qui croit le refuser, comme le pacifiste, sert obligatoirement un camp contre l'autre.

Cette thèse était déjà avancée par le philosophe allemand Ernst Nolte (*La guerre civile européenne (1917-1945) : national-socialisme et bolchevisme*, Paris, Édition des Syrtes, 2000), dans une optique politique et idéologique. Même si cet auteur a été fortement controversé pour les liens qu'il établit entre le marxisme et le fascisme, il n'en demeure pas moins vrai qu'il propose comme Traverso une approche globale riche d'enseignements. Ces deux références historiographiques montrent que les liens avec l'histoire des idées politiques semblent fondamentaux. Si la première moitié du XX^{ème} siècle est concernée en Europe par l'emblématique guerre civile espagnole ou la guerre civile russe, il n'en demeure pas moins vrai que ce phénomène concerne également la seconde moitié. La seconde moitié du XX^{ème} siècle se caractérise ainsi par une diminution du nombre de conflits interétatiques au profit de guerres intra-étatiques de plus en plus meurtrières, ce qui justifie la mention d'une « extrême violence ». Il est possible de distinguer les guerres révolutionnaires, les guerres d'imposition du pouvoir ou les guerres de résistance à un pouvoir et enfin les guerres intra-étatiques entre pouvoirs constitués. Pêle-mêle quelques conflits semblent s'imposer : les Guerres civiles et vague révolutionnaire en Europe (Guerre civile russe, 1918-1921-Guerre civile finlandaise, 1918) ; les Guerres civiles irlandaises (1922-1923) ; les Guerres civiles espagnoles ; la Guerre civile grecque (1946-1949) ; les Guerres de Yougoslavie : forme de guerres ethniques.

L'objectif est donc de définir la complexité des approches guerrières sur ce type de sujet. De voir que les influences étrangères ne sont jamais absentes des facteurs à la fois déclenchant et radicalisant des guerres civiles. Surtout, et pour reprendre la thèse d'une brutalisation des sociétés, il s'agit de montrer que les guerres

civiles engendrent des comportements spécifiques où la violence prend souvent appui sur des considérations idéologiques. La meilleure entrée initie cet aspect idéologique : les guerres révolutionnaires.

I. Les guerres révolutionnaires

1) La guerre civile russe et ses conséquences.

De la révolution d'Octobre 1917 aux derniers événements de 1922, la guerre civile russe a fait des ravages : des millions de morts, épidémies de typhus et de choléra, famine et misère, terreur et déportation des populations. On en connaît surtout la lutte des rouges contre les Russes blancs. Mais une troisième force issue du monde rural émergeait.

Bandes de pillards ou armées de partisans, paysans insurgés, les « verts », se sont battus contre les blancs et les rouges : ils ont refusé la circonscription, la réquisition de récoltes ou se déclaraient pour la liberté du commerce et contre la dictature de la ville, rejetant les « communes », anarchistes, socialistes révolutionnaires ou ultra nationalistes. Tout ceci nous montre qu'une simple lecture politique ne pourrait être satisfaisante pour comprendre l'ensemble des enjeux en dehors des débats idéologiques. Pourtant, on ne peut faire l'économie d'une analyse des difficultés du pouvoir bolchévique et donc entreprendre une analyse politique des débuts du nouveau régime. Vous pouvez ensuite intégrer cette idée que la Russie est au cours de la période considérée une « citadelle assiégée ». Doublement assiégée : extérieur-intérieur. Ce contexte explique le communisme de guerre qui va sévir ensuite sur l'ensemble du pays jusqu'à la fin des hostilités. Enfin, la guerre ayant débouché sur une justification d'ordre idéologique, vous ne pouvez faire l'impasse sur le projet de révolution mondiale qui provoque une vague révolutionnaire en Europe. Cette vague, qu'elle se situe en Allemagne ou en Hongrie ou dans les pays scandinaves explique le déclenchement ou les tentatives de déclenchement de guerres civiles en Europe. Pour maîtriser le fil des événements, cf. Jean Hubac, *Dictionnaire chronologique des guerres au XX siècle*, Hatier, 2013, pp. 64-83.

2) La vague révolutionnaire en Europe.

Lorsqu'il décide l'insurrection d'octobre 1917, Lénine compte qu'elle provoquera une explosion révolutionnaire dans toute l'Europe qui connaît à cette époque une situation de crise. Ce climat révolutionnaire se perpétue jusqu'en 1921, alimenté par l'humiliation de la défaite ou les déceptions de la paix, la vie chère, l'inflation, la crise de 1920-1921, et stimulé par l'exemple de la révolution russe. Fort de sa réussite en Russie, Lénine veut aider les révolutionnaires européens en les regroupant dans une organisation commune destinée à remplacer la deuxième internationale. C'est ainsi qu'en pleine guerre civile, le 2 mars 1919, il réunit à Moscou une conférence internationale. Malgré le faible nombre des délégués et surtout l'absence des représentants des grandes organisations socialistes d'Europe occidentale, la conférence décide la création du Komintern.

Étroitement liée aux dirigeants soviétiques, elle adopte les principes d'organisation prônés par Lénine, place à sa tête le bolchevik Zinoviev et établit son siège à Moscou. Elle se considère comme l'état-major d'une armée disciplinée, chargée d'organiser la révolution dans tous les pays. Des explosions révolutionnaires sporadiques et dispersées se produisent dès 1918 en Europe, mais la première révolution importante survient en Allemagne où l'humiliation de la défaite vient s'ajouter aux autres facteurs de mécontentement. Contre le gouvernement du socialiste Ebert, se dressent les « spartakistes », la gauche révolutionnaire de la social-démocratie allemande. Dirigés par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, les spartakistes veulent déclencher une révolution appuyée sur les conseils d'ouvriers, de soldats, de marins, surgis partout dans le pays. Mais ces conseils font, dans l'ensemble, confiance aux socialistes au pouvoir et se méfient des spartakistes qui fondent, en décembre 1918, le parti communiste allemand. Les révolutionnaires ont une grande influence dans les ports de la mer du Nord, dans la Ruhr, en Saxe, en Bavière avec le socialiste Kurt Eisner. Au début de janvier 1919, lorsque se produit à Berlin un soulèvement populaire spontané, les spartakistes se placent à sa tête. Le gouvernement passe un accord avec l'armée et, sous la direction du ministre socialiste Noske, des corps francs, composés de volontaires, écrasent l'insurrection berlinoise durant la semaine sanglante (6-13 janvier

1919). Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont massacrés. En mai 1919, l'éphémère « République des Conseils » de Bavière est écrasée.

En Hongrie maintenant. Cet état est devenu indépendant en novembre 1918. Un gouvernement de coalition entre démocrates et socialistes se forme sous la direction du comte Karolyi, lui-même partisan de profondes réformes sociales. Cette voie moyenne échoue. Attaqué par ses ministres bourgeois qui refusent les réformes, et par Bela Kun, ancien journaliste gagné par les idées bolchéviques durant une période de captivité en Russie, Karolyi affronte également une situation économique-sociale difficile. Les paysans s'emparent des terres des grandes propriétés et les villes connaissent des disettes. Ceci rend sensible la propagande communiste. Le 21 mars 1919, des conseils d'ouvriers et de soldats proclament la dictature du prolétariat. Mais le nouveau gouvernement, dirigé par Bela Kun n'exerce en fait son autorité que sur le centre du pays. La famine, la désaffection des paysans hostiles à la collectivisation des terres et surtout l'intervention des troupes roumaines, qui envahissent le pays et s'emparent de Budapest le 6 août, ont raison du régime de Bela Kun qui n'a duré que 133 jours. A sa place, s'installe un régime autoritaire dirigé par l'amiral Horthy. Ces tentatives larvées n'ont finalement guère provoquée de violence sur le long terme. Il s'agit donc selon notre propos de guerres civiles larvées ou presque en cours de gestation. Les conséquences de cette vague révolutionnaire semblent parfois plus importantes pour les pays scandinaves. Tel est le cas de la Finlande.

II. Les guerres d'imposition ou de résistance du pouvoir.

1) La guerre civile irlandaise.

La question irlandaise dépasse le seul cadre de la guerre civile qui a lieu stricto-sensu de 1921 à 1923. Il convient donc dans un premier temps de remettre ce conflit dans son contexte. La question irlandaise, qui menaçait d'exploser en 1914, se pose de nouveau durant la Grande guerre. L'insurrection de Pâques 1916 fait pour exemple 3 000 victimes. Le *Home Rule* de 1914 (décidé en 1912 mais acté en 14) n'est plus d'actualité au lendemain de la guerre. Lors des élections de 1918, les 73 élus du Sinn Fein manifestent symboliquement en refusant de se rendre à Londres et en organisant à Dublin un congrès national, le Dail (21 janvier 1919). Les nationalistes irlandais comptent alors sur la conférence de paix au lendemain de la guerre pour se faire reconnaître mais c'est un nouvel échec. Les nationalistes s'engagent alors dans une lutte armée à partir de janvier 1919. L'IRA de Michael Collins va livrer une guérilla à l'armée anglaise jusqu'à l'été 1921.

Entre temps, Lloyd Georges promulgue, le 23 décembre 1920, le *Government Ireland Act* qui prévoit la partition de l'Irlande entre Nord (Ulster) et Sud. Les premières élections de 1921 confirment cette politique : les unionistes s'imposent en Ulster, le Sinn Fein l'emporte au Sud. Dès lors, une négociation peut s'engager qui aboutit au traité d'autonomie du 6 décembre 1921 : c'est la fin de la suprématie britannique (depuis le XII) et la reconnaissance de la nation irlandaise. Seule l'Ulster demeure unie à la Grande-Bretagne. L'Irlande devient autonome, intégrée au Commonwealth. Cette décision provoque des dissensions en Irlande et explique la guerre civile. Le traité qui excluait l'indépendance totale et entraînait la partition de l'île, divisa profondément les nationalistes irlandais. Refusant l'accord accepté par la plupart des responsables du Sinn Fein et de l'IRA, de Valera reprit la lutte armée en 1922 contre le tout nouveau gouvernement de l'état libre. De Valera provoque une scission au sein de l'IRA. Les légalistes de Michael Collins (INA), les Républicains opposés (IRA). La bataille la plus importante est de Dublin qui eut lieu d'avril à juin 1922. De Valera commandite la prise de possession du Palais de Justice de Dublin avec une poignée d'hommes sous la direction d'un certain O'Connor. Il y est délogé grâce en juin grâce notamment à l'appui de canons anglais ! Après une année d'atroce guerre civile en Irlandais, le « Républicains » (adversaires au traité de Londres) déposèrent les armes, continuant le combat au niveau politique avec la fondation avec de Valera d'un nouveau parti en 1926 : le Fianna Fail. 4000 victimes.

2) La guerre civile d'Espagne.

Crise européenne majeure, la guerre d'Espagne, de juillet 1936 à mars 1939, préfigure en de nombreux domaines la Seconde Guerre mondiale. En effet, cette guerre civile est un conflit entre deux idéologies qui touche peu à peu toute l'Europe et voit s'affronter, indirectement : l'URSS, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Elle sert aussi de banc d'essai à des tactiques nouvelles, à des armements récents et pose enfin le problème de l'impuissance de la démocratie face aux dictatures, problème qui débouchera sur le second conflit mondial. À l'origine de cette guerre civile, un climat politique tendu après les élections du 16 février 1936 qui ont vu la victoire du Front populaire (socialistes, radicaux, communistes et anarchistes) contre le Front national (droite) et le centre.

N'acceptant pas la défaite, l'opposition (organisée autour de l'Église catholique, de l'armée de terre et des grands propriétaires) déclenche un soulèvement militaire initié par le général Sanjurjo, depuis le Maroc espagnol à partir du 17 juillet 1936. Décédé accidentellement, Sanjurjo est remplacé par le général Francisco Franco qui prend la tête du putsch. Rapidement, l'Espagne est divisée entre républicains/gouvernementaux et nationalistes/franquistes, partisan du coup de force. La Navarre, ainsi que les provinces du Nord et de l'Ouest, basculent dans la rébellion tandis que le centre, le Pays basque, les Asturies et l'Est de l'Espagne demeurent légalistes. Dans chaque camp, la répression contre les adversaires politiques est féroce. Dès les premiers combats, les forces en présence réclament l'aide internationale.

Confrontées à cette crise, les puissances réagissent différemment : tandis qu'à Londres, on ne cache pas, sous couvert de neutralité, une sympathie pour les nationalistes ; à Paris, le Front populaire observe une neutralité bienveillante envers les républicains. Du côté des dictatures, les positions sont plus affirmées : l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Portugal de Salazar fournirent au camp nationaliste près de 100 000 soldats, 1300 avions de combat, 350 blindés, de l'artillerie, etc... L'escadrille Condor se signale en expérimentant les tactiques de guerre aéro-psychologique sur les populations civiles comme à Guernica (26 avril 1937, 1600 morts), Durango ou Barcelone (mars 1938).

L'Espagne devient un centre d'entraînement et d'expérimentation de tactiques nouvelles pour les dictatures. C'est en vain que la diplomatie républicaine fait appel à la SDN en arguant du fait que la guerre civile a pris un tour international à cause des interventions étrangères. Quant à l'URSS, elle apporte de son côté une aide effective – mais payante – à la République espagnole, notamment en armements et en experts militaires. Elle joue également un rôle politique important avec l'arrivée d'agents du NKVD, venus épauler le parti communiste espagnol dans sa lutte, interne au camp républicain, contre le POUM (obédience trotskyste), et les anarchistes. Il faut enfin compter les brigades internationales de volontaires, issues de nombreux pays et engagées dans la lutte aux côtés des républicains. Ces dernières apparaissent dès l'automne 1936, composées de près de 35000 volontaires, venus du monde entier, hommes et femmes, pour combattre aux côtés des républicains. Parmi ces volontaires, on croise quelques figures littéraires qui peuvent servir de cadre à votre question sur les témoins. C'est le cas de Malraux, d'Hemingway et Georges Orwell. *L'Espoir* de Malraux doit ici être pris en compte pour le concours.

Avec *L'Espoir*, Malraux joue avec les limites des genres, le roman restant, volontairement inclassable, hors-norme. L'appartenance au genre romanesque même pourrait être remise en question. En effet, il n'y pas d'intrigue à proprement parler, les événements se suivent de façon assez saccadée et apparemment désordonnée. De plus, les héros n'acquièrent pas la même dimension que ceux du roman classique, c'est peut être ce qui fonde leur originalité et leur intérêt. Malraux touche ici aux limites du genre. Son authenticité tangible peut le rapprocher du genre du roman-reportage, alors très répandu. On ne peut cependant pas réduire *L'Espoir* à un simple roman-reportage et y voir la seule raison de son originalité. Malraux lui-même démentait cette idée. Cette illusion pourrait venir de notre recul par rapport aux événements et des ignorances qu'il entraîne. On pourrait croire à un texte de propagande. L'exaltation de l'idée et de la réalité révolutionnaire ne doit pas faire illusion. Aventure et révolution s'élargissent à l'humanité non plus seulement à un individu ou un

groupe. Je vous donne ci-joint un article à lire impérativement pour étayer votre réflexion sur la question des témoins. Au-delà des représentations du conflit, revenons aux aspects militaires. Dès août 1936, les franquistes ont coupé les républicains du Portugal (bataille de Badajoz) et poussé jusqu'à Madrid, âprement défendue.

Si les républicains remportent quelques victoires en 1936-1937 et parviennent notamment à dégager Madrid, ces succès ne furent jamais décisifs et les belligérants s'installent peu à peu dans une guerre de position qui avantage forcément l'armée la mieux dotée, celle des nationalistes. En 1938, les franquistes atteignent la Méditerranée à Vinaroz (15 avril), coupant en deux l'Espagne républicaine. La chute de Barcelone, le 26 janvier 1939, scelle le sort de l'Espagne républicaine. Les réfugiés (on estime le total des exilés espagnols à 400 000) commencent à affluer en France, tandis que les gouvernements anglais et français reconnaissent le gouvernement issu du putsch du général Franco le 27 février. Madrid, fragilisée par le conflit interne entre communistes et anarchistes, se rend le 28 mars et Valence tombe le 30. La rébellion commandée par le général Franco s'est imposée et de dernier devient dès lors le « caudillo » (le guide).

Au final, la guerre d'Espagne fait plus d'un million de victimes dont 145 000 morts et 134 000 fusillés. Plus de 400 000 Espagnols se sont exilés. Le régime franquiste réussit à se maintenir malgré les bouleversements politiques de la seconde mondiale. Franco a rencontré Hitler en gare d'Hendaye le 23 octobre 1940. Il réussit à ne pas céder aux demandes d'alliance. Cf. Jean Hubac, *Dictionnaire chronologique des guerres au XX siècle*, Hatier, 2013, pp. 113-136.

III. Les guerres intra-étatiques entre pouvoirs constitués.

1) La guerre civile grecque (1946-1949)

La Guerre Civile grecque s'est déroulée en trois phases. La première a eu lieu lors de l'occupation du pays par les forces militaires de l'Axe entre 1941 et 1944. Durant cette occupation, un mouvement (E.A.M ou Front National de Libération – FNL) contrôlé par le Parti Communiste Grec, émergea et dirigea la résistance grâce à sa supériorité organisationnelle et à l'élimination des plus petites factions nationalistes rivales. Plusieurs de ces factions se sont regroupées dans une structure auxiliaire mise en place par les Allemands et le gouvernement collaborateur d'Athènes, appelée Bataillons de Sécurité (B.S.). La guerre civile, sous l'occupation, opposa principalement le FNL (et son armée, l'Armée de Libération Nationale Populaire, ELAS) et les Bataillons de Sécurité (ainsi que d'autres formations utilisant des noms différents). Fin 1944, le pays entier, à l'exception d'Athènes, était sous le contrôle du FNL. La deuxième étape commença immédiatement après la libération de la Grèce, en automne 1944.

Le refus du FNL de démobiliser ses troupes sous les conditions demandées mena à une sanglante bataille à Athènes (en décembre 1944), qui opposa l'armée britannique ainsi que de nombreux groupes nationalistes, parmi lesquels d'anciens collaborateurs, au FNL. Le FNL subit une lourde défaite et accepta de démobiliser ses troupes et de rendre les armes. Suivant l'accord de Varkiza conclu en février 1945, les membres du FNL furent durement persécutés par l'État et par des groupes armés irréguliers d'extrême droite. En 1946, après avoir refusé de participer aux élections parlementaires, le parti communiste débuta une nouvelle campagne militaire et forma de nouveaux groupes de guérilla en se basant sur l'infrastructure de l'Armée de Libération Nationale Populaire. Il utilisa des dépôts d'armes qui n'étaient pas connus du gouvernement, contrevenant aux accords de Varkiza. Ces groupes se sont finalement réunis dans "l'Armée démocratique". Cette dernière se développa particulièrement dans le Nord de la Grèce, où elle tira avantage de la présence des gouvernements amis albanais et yougoslave aux frontières du pays. Le conflit dégénéra vite en une guerre civile totale et se termina par la défaite des communistes en 1949. Cette dernière période est souvent considérée comme "la Guerre Civile grecque". Ici, le terme Guerre Civile grecque s'applique donc à l'intégralité de la période comprise entre 1943 et 1949.

2) Chypre et la partition de l'île en 1974.

La position stratégique de l'île de Chypre a pris une nouvelle valeur depuis l'ouverture du canal de Suez en 1869. Longtemps sous souveraineté de l'Empire ottoman, l'île est administrée par les Britanniques depuis 1878 et devient colonie de la Couronne, à la suite de la 1^{ère} Guerre mondiale. Les Chypriotes grecs représentent 80% de la population et les Chypriotes turcs cohabitent jusqu'alors de façon pacifique. Mais depuis que l'île est sous la souveraineté britannique, les populations grecques revendiquent l'Enosis, c'est-à-dire le rattachement de Chypre à la Grèce. En 1931, un soulèvement grec contre les autorités britanniques est réprimé et des tensions se font alors jour entre les deux communautés.

En 1960, Chypre devient une République indépendante, tandis que le Royaume-Uni conserve la jouissance de deux bases aériennes. La constitution organise une stricte répartition des pouvoirs entre les deux communautés, pourtant, les positions se radicalisent et une série de graves incidents conduit à une intervention des Casques bleus. Le 15 juillet 1974, Monseigneur Makarios, président élu depuis l'indépendance, est renversé lors d'un coup d'État suscité par le régime des colonels au pouvoir à Athènes. Le 20 juillet, la Turquie envoie des troupes qui s'emparent du Nord de l'île séparé désormais de la partie Sud par la ligne de démarcation « Attila » qui coupe en deux la ville de Nicosie. La partition provoque un exode des populations : grecques vers le Sud, turques vers le Nord. Dans la partie Nord est instauré un Etat autonome puis, en 1983 une République turque de Chypre du Nord reconnue par la seule Turquie. Les négociations intercommunautaires pour une réunification de l'île ont, depuis lors, toutes échoué jusqu'au plan de réunification soumis par l'ONU à référendum en 2004 et rejeté par la partie grecque. L'espoir d'un règlement de la question passe désormais par Bruxelles, depuis l'adhésion de la partie grecque de Chypre à l'Union Européenne.

Conclusion :

En première analyse, ce conflit et le partage opéré en 1974 peut se lire comme l'histoire d'une Union impossible : religion, langue, culture (en tant que récit des origines / mythologie), tout oppose les deux communautés. Les événements de 1974 et la partition sont perçues comme le dénouement logique et l'ultime manifestation de l'impossibilité pour deux communautés aussi diverses de cohabiter ensemble. C'est d'ailleurs l'interprétation mise en avant aujourd'hui par chacune des parties et un des rares points sur lesquelles elles s'accordent. Toutefois, le cas de Chypre interpelle : l'interprétation « communautariste » mis en avant est largement anachronique ; cette narration ne vise-t-elle pas plutôt à légitimer le conflit à posteriori ? Ne s'agit-il pas d'une explication soigneusement aménagée, nourrie par des actes de défiances destinés à accréditer sa vraisemblance ? En d'autres termes, comment expliquer l'émergence d'un antagonisme nationaliste rigide, sans réels antécédents historiques, au pays de tous les métissages ? A cet égard, n'est-il pas symptomatique de constater que l'émergence, peu de temps après l'irruption de la frontière entre les deux communautés, d'un discours où chacune des parties vise à légitimer sa « position historique » ? Mise en avant d'une présence remontant à l'époque mycénienne (14^e siècle avant JC !) pour la population grecque, auquel les chypriotes turques opposent le caractère continu et essentiel de leur présence au cours des quatre derniers siècles ? Ce qui est étonnant dans cette narration, c'est qu'elle annihile totalement un fait historique bien plus remarquable : celui du brassage continu des cultures dont l'île a été le lieu privilégié pendant près de 3000 ans et la coexistence paisible des différentes communautés s'y étant établies.

3) Les guerres ethniques en Yougoslavie.

Jean Hubac, *Dictionnaire chronologique des guerres au XX siècle*, Hatier, 2013, pp. 414-438.